



PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité départementale de l'Isère  
Pôle risques technologiques  
Unité SEVESO plateformes

GRENOBLE, le 23 juillet 2020

N. Ref : 2020 – Is 165 RT

Affaire suivie par : Fabien MINISCLOUX  
Tél. : 04 76 69 34 48  
Courriel : fabien.minisclox@developpement-durable.gouv.fr

**OBJET :** *Visite d'inspection du 1<sup>er</sup> juillet 020*  
**PJ :** *Rapport de l'inspection des installations classées*

Monsieur le directeur,

L'inspection des installations classées a réalisé le 1<sup>er</sup> juillet 2020 une visite d'inspection de votre établissement situé sur la commune de Salaise-sur-Sanne.

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, je vous prie de bien vouloir trouver ci-jointe une copie du rapport que je transmets à Monsieur le préfet du département de l'Isère.

Cette visite d'inspection a mis en exergue les non-conformités détaillées dans le rapport joint, elle a été également l'occasion de formuler des observations.

Les constats formulés par l'inspection portent sur :

**Monsieur le directeur**  
**Groupe DAUPHINOISE**  
**Société ENGRAIS SUD VIENNE**  
**42-44 rue du onze novembre – BP 308**  
**38 217 VIENNE Cedex**

- les réponses que vous avez apportées suite à l'inspection du 3 juin 2019 et notamment sur les équipements de protection contre la foudre, ainsi que la vérification des installations électriques ;
- les moyens d'intervention contre l'incendie, y compris les dispositifs de sécurité et les équipements de protection individuelle ;
- les consignes de sécurité et le plan d'organisation interne ;
- le suivi des déchets produits sur le site.

Je vous saurai gré de bien vouloir me tenir informé, dans un délai maximum de 1 mois, des suites que vous donnerez à cette visite d'inspection en fournissant un plan d'actions visant à remédier aux non-conformités constatées et à répondre aux observations formulées. Ce plan d'actions devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

Sauf réserve de votre part motivée sous un délai de quinze jours par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4°, L.124-1, L.125-1, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, le présent courrier sera publié sur le site Internet de l'inspection des installations classées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur de l'environnement